

Curieuse situation que celle de la France où, en fait, on retrouve, sous des formes spécifiques, les mêmes données que celles qui existent en Europe.

Dans le cadre de la crise économique du système et de son ampleur exceptionnelle, la bourgeoisie a déclaré une véritable guerre sociale contre le monde du travail et cela dans tous les domaines. Notamment celui de l'austérité. La mesure récente la plus significative est la proposition d'une réforme des retraites avec notamment l'allongement d'activité de 41,5 ans à 43 ans à partir de 2020 et jusqu' à 2035…Car tout le monde a tendance à l'oublier mais nous avons un gouvernement de gauche (PS-Verts) qui sait enrober ses pires propositions avec des délais et un vocabulaire « social » En fait , pour la population La politique d'Hollande est la même que celle de Sarkozy : Austérité, chasse aux immigrés et notamment expulsions des camps Roms, poursuite du nucléaire, interventions militaires au Mali et peut-être en Syrie.. Bref en refusant de rompre avec le système les socialistes sont obligés de mener la même politique que la droite.

Face à cela, le désarroi est grand dans les couches populaire avec l'impression que les élections n'amènent que les mêmes, avec en plus des scandales à répétition. Et comme les luttes mal menées par les directions syndicales ne payent pas c'est désormais, pour une partie de la population, la recherche de solutions simples et immédiates et la montée en France comme ailleurs des forces populistes, nationalistes et racistes comme le Front national. Malheureusement notre mot d'ordre de « partage du temps de travail » est moins crédible que « dehors les immigrés »

Sur le plan social, les résistances sont parfois très dures mais locales et sans coordination, avec de temps en temps un appel à 24h de mobilisations, comme le 10 septembre prochain, par des directions syndicales qui font semblant de se battre mais refusent un affrontement réel et de longue durée. D'où, en période de difficultés financières des phénomènes de « grève de la grève » où les salarié sont prêts à lutter à condition d'être certains que le mouvement ira jusqu'au bout et qu'ils ne perdront pas de l'argent pour aller alimenter les communiqués des

bureaucraties syndicales.

Sur le plan politique, le PS est de plus en plus discrédité avec l'apparition d'une aile « gauche » qui essaye de se différencier mais sans rompre. Mais par contre c'est au sein du Front de gauche que les débats sont les plus vifs. Ce Front est dirigé par le PCF et ses 8000 élus et par la personnalité très médiatique de Mélenchon qui organise quelques milliers de militants et quelques dizaines d'élus. Sans parler de toute une série de petits groupes, la plupart venant de différentes scissions de la LCR ou du NPA. Sur le fond, leur politique commune est réformiste avec le slogan : »La révolution par les urnes » mais tactiquement le débat est profond. Le PC cherche un accord électoral avec le PS pour sauver ses élus alors que Mélenchon veut au premier tour des listes autonomes pour épouser le sentiment gauche des électeurs et surtout préparer les européennes. Donc à gauche du PC au premier tour et ralliement au PS au second.

Face à cette cacophonie le NPA se présente comme une organisation unitaire dans l'action y compris avec le PS quand il y a accord unitaire. Il développe un plan d'urgence avec des revendications qui de fait impliquent une mobilisation et une rupture avec le système. Il est ouvert dans les débats mais indépendant comme parti et dans les élections .C'est à dire prêt à des listes unitaires mais indépendantes du PS et avec ceux qui acceptent d'être totalement dans une opposition de gauche au gouvernement.

Après une crise qui a emmené quelques centaines de militants au Front de gauche, le NPA entreprend une seconde étape de sa construction entamée par le succès de son Université d'été (environ 700 participants) et le lancement d'une souscription d'un million d'euros.